

Réunie en assemblée générale la CGT des finances publiques a dressé hier les perspectives d'une année 2018 difficile qui verra, en Creuse, la suppression de 17 postes.

Les petites communes paieront les (im)pots cassés

Il n'est pas dit que l'assertion un de perdu, dix de retrouvés ait jamais été vérifiée?... En tout cas, en Creuse, on a plutôt tendance à constater l'inverse. Ces derniers temps encore les agents des finances publiques viennent d'apprendre la création de trois A+ en compensation de la suppression de 17 agents. « C'est un sérieux coup derrière les oreilles », déplore Cyril Deret, co-secrétaire de la CGT Finances publiques. « 17 emplois sur 234. Jusqu'à présent c'était 9-10 suppressions d'emplois annuelles. Il est clair que nous sommes plus une administration prioritaire et que les territoires ruraux sont laissés pour compte. » Pas de quoi illuminer l'AG de la section qui s'est déroulée hier, et encore moins l'année à venir...

« Ce qui est dégueulasse - et je pése mes mots - de la part du gouvernement, c'est d'opposer les salariés du privé aux fonctionnaires. Sachant que 3/4 des salariés, les jours de carences sont compensés par l'employeur et peuvent être couverts par la convention collective », s'insurge Cyril Deret. Rétablissement du jour de carence : 270 millions d'euros dans la colonne profit. Réforme autour de l'ISF : 3,2 milliards de perte.

« Ce que récupèrent les riches, ça ne va pas leurs changer grand chose. Mais enlever un jour de boulot à quelqu'un qui est tombé malade, c'est beaucoup. 80 euros, sur 1.400 de salaire, ça fait tout de suite très mal », insiste Florian Lacombe, co-secrétaire de la CGT Finances publiques. « Tout ça parce qu'on part du principe qu'en rendant aux riches, ils vont investir dans les entreprises... C'est



Les co-secrétaires Florian Lacombe et Cyril Deret.

faux. Il suffit de mettre en parallèle l'accroissement des différentes fortunes et la montée du marché de l'art. Une œuvre de Picasso est partie à 400M d'euros. Le type qui a préféré mettre 400M d'euros dans un tableau nourrit seulement trois personnes, le propriétaire, l'intermédiaire et le commissaire priseur. »

Seulement, c'est bien connu, l'argent ne se trouve pas de ce côté, il vaut mieux chercher du côté de l'emploi. Dans le cadre de la loi de finances 2018, qui prévoit la suppression de 1.680 emplois dans la fonction publique d'état, la direction générale des finances publiques en perd 1.591. Pour la CGT, aucun doute, la DGFIP constitue la variable d'ajustement de la politique de réduction des dépenses publiques... Un constat aussi symptomatique du désengagement de l'Etat que peut l'être la métropolisation qui laisse de côté des territoires entiers : la Creuse perd 14 (1) agents quand en Gironde, en sont créés 5.

Les mesures fiscales annoncées

par le gouvernement vont dans le même sens... « La réforme de la taxe d'habitation va plus faire de mal aux petites communes qu'aux grosses », souligne Florian Lacombe. Si, au national, on parle de 80% de foyers exonérés, en Creuse, compte tenu du niveau de vie (2), ce pourcentage se situerait aux alentours des 86-88%. « Les caisses de l'Etat devront compenser... mais ce n'est pas un système pérenne, l'Etat assure une compensation pour la première année, quid des autres ? », poursuit-il. « Pour les petites communes, c'est une ressource d'autant plus importante qu'elles ne récupèrent pas de taxe professionnelle. »

(1) 17 suppressions, 3 créations donc. Quant à savoir quels secteurs sont touchés, les agents l'ignorent encore. Ils seront fixés mi-décembre, mais les trésoreries seront probablement touchées, tout comme, prélèvement à la source oblige, les services des impôts des particuliers. Le prélèvement à la source apparaît d'ailleurs plus comme un moyen de supprimer 15.000 emplois que de simplifier la vie des contribuables.

(2) Sur le département 60% des foyers sont non imposables. « C'est énorme », souligne Cyril Deret. « Et ce n'est pas grâce à des niches fiscales. On a une population fragile. »